**CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU
PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE
SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**Réunion du Bureau**

**Siège de l’UNESCO, Paris, Salle VIII**

**7 juin 2018, 10h00 - 13h00**

**Point 7 de l’ordre du jour provisoire :**

**Discussion sur les soumissions multiples de demandes d’assistance internationale**

**par un même pays**

|  |
| --- |
| **Résumé**À l’occasion de sa session du 22 mars 2018, le Bureau de la treizième session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a demandé au Secrétariat de faire le bilan de son expérience en matière d’octroi de l’assistance internationale, et plus particulièrement en ce qui concerne le nombre et le montant des assistances demandées par un seul et même pays (13.COM 1.BUR 4). Ce document présente les résultats de l’analyse effectuée par le Secrétariat à ce sujet.**Décision requise :** paragraphe 11 |

1. Au cours de sa session du 22 mars 2018 à Paris, le Bureau de la treizième session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après « le Bureau ») a évoqué les questions relatives au nombre croissant de demandes d’assistance internationale de moins de 100 000 dollars des États-Unis soumises par un seul pays simultanément ou à court intervalle. Par sa [décision 13.COM 1.BUR 4](https://ich.unesco.org/doc/src/ITH-18-13.COM_1.BUR-Decisions-FR.docx), le Bureau a demandé au Secrétariat de l’aider à établir le bilan de son expérience relative à l’octroi de l’assistance internationale. Il a été plus particulièrement demandé au Secrétariat de concentrer son analyse sur le nombre et le montant des demandes d’assistance accordées à un seul pays ainsi que toute autre question administrative pertinente. Les résultats de cette analyse devraient être examinés par l’actuelle session du Bureau, avec comme objectif de proposer des mesures appropriées au Comité, le cas échéant.
2. Afin d’aborder cette question, il convient tout d’abord d’observer le contexte général dans lequel ont lieu ces demandes multiples d’assistance internationale. Depuis 2008, date à laquelle le mécanisme d’assistance internationale est devenu opérationnel, le Secrétariat a reçu un total de 206 demandes de la part de 77 États parties. Ces demandes concernent les trois principales catégories d’assistance suivantes :
	1. les demandes d’assistance internationale de plus de 100 000 dollars des États-Unis[[1]](#footnote-1) (formulaire ICH-04)
	2. les candidatures visant à l’inclusion d’un élément à la Liste de sauvegarde urgente, combinées à une demande d’assistance internationale (formulaire ICH-01bis).
	3. l’assistance préparatoire visant à l’inclusion d’un élément à la Liste de sauvegarde urgente (formulaire ICH-05) ou au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde (formulaire ICH-06).
3. Le Secrétariat a prévu de mettre à disposition, sur le site Internet de la Convention, des informations concernant les demandes d’assistance internationale soumises par le passé ainsi que sur le statut des demandes en cours de traitement avant qu’elles ne soient présentées pour examen aux organes directeurs de la Convention de 2003. Cette proposition fait partie du Plan de dépenses présenté à cette session du Bureau (voir ITH/18/13.COM 2.BUR/3) concernant l’utilisation de 20 % des ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019. Dans l’attente de l’approbation du Plan et de la réalisation de ce travail, l’annexe de ce document fournit une liste des demandes d’assistance internationale reçues entre 2008 et le 30 avril 2018.
4. Le nombre de demandes soumises par les États auprès du Secrétariat n’est pas équivalent au nombre de demandes examinées par les organes directeurs de la Convention de 2003. Parmi les 206 demandes susmentionnées, le Comité ou son Bureau ont examiné 104 demandes soumises par 52 États parties. Cela s’explique par le fait qu’une fois soumises, ces demandes peuvent être soit : (i) considérées par le Secrétariat comme étant « hors du cadre » de la Convention de 2003 et renvoyées aux États demandeurs (46 demandes jusqu’à aujourd’hui) ; ou (ii) être retirées à n’importe quel moment avant leur examen par le Bureau, souvent à la suite d’une demande d’informations complémentaires concernant le projet de la part du Secrétariat (48 demandes jusqu’à aujourd’hui).

**Nombre de demandes soumises par un seul pays**

1. Au cours de ces dix dernières années, trente-cinq États ont soumis une seule demande tandis que onze États ont soumis plus de cinq demandes. La distribution géographique des États ayant soumis plus d’une demande est la suivante : Groupe I : 0 État ; Groupe II : 3 États ; Groupe III : 9 États ; Groupe IV : 7 États ; Groupe V(a) : 18 États ; Groupe V(b) : 5 États. Il convient de noter que quatre États ont soumis plus de dix demandes d’assistance chacun, ce qui représente près d’un quart de la totalité des demandes reçues. Parmi les autres exemples de soumissions multiples, nous pouvons citer quatre autres États ayant soumis cinq demandes ou plus, simultanément ou dans un court intervalle de temps, dans une période de moins de deux ans. Bien que ces demandes multiples aient été soumises régulièrement au cours de la totalité de la période concernée, cette tendance s’est quelque peu accélérée depuis 2017, sept États ayant soumis plus de deux demandes au cours de la même année civile. Une autre indication de cette tendance a pu être observée lorsqu’il a été demandé pour la première fois au Bureau d’examiner quatre demandes soumises par un seul pays au cours de la même réunion en mars 2018.

**Montant de l’assistance demandée par un seul pays**

1. Le montant total d’assistance requise via les 206 demandes reçues depuis 2008 atteint les 20 235 447 dollars des États-Unis. Sur ce montant, 4 954 797 dollars des États-Unis ont été accordés. Depuis la résolution adoptée par l’Assemblée générale à l’occasion de sa sixième session en juin 2016 visant à augmenter le plafond du montant des demandes d’assistance internationale examinées par le Bureau de 25 000 à 100 000 dollars des États-Unis ([résolution 6.GA 7](https://ich.unesco.org/fr/D%C3%A9cisions/6.GA/7)), le montant moyen des demandes d’assistance a augmenté de 87 %, passant de 61 785 à 115 629 dollars des États-Unis. Comme attendu, cela a provoqué une augmentation du montant total accordé par le Bureau et par le Comité. De même, le montant total approuvé par les deux organes directeurs (2 467 754 dollars des États-Unis) de 2016 à mars 2018 est pratiquement égal au montant cumulé approuvé de 2008 à 2015 (2 487 043 dollars des États-Unis)[[2]](#footnote-2). Plus le montant que le Bureau peut accorder est important, plus l’impact sur le Fonds est significatif en cas de demandes multiples. Sur le moyen terme, le Fonds pourrait ne pas être en mesure de répondre à toutes les demandes reçues.
2. Le nombre de demandes et le montant demandé ne sont pas toujours liés : tandis que l’État ayant demandé le montant le plus important (5 millions de dollars des États-Unis) l’a fait dans le cadre d’une unique demande, l’État ayant demandé le deuxième montant le plus important (1,7 million de dollars des États-Unis) a atteint ce montant en déposant quinze demandes différentes.

**Implications et mesures possibles**

1. Les implications de ces soumissions multiples pourraient être abordées sous différents angles. L’un des problèmes concerne la capacité des États à endosser les responsabilités de la mise en œuvre simultanée de plusieurs projets à l’échelle nationale. Cela s’ajoute aux raisons déjà exposées dans le document de travail présenté à l’occasion de la session précédente du Bureau et qui expliquent pourquoi le Secrétariat a conseillé aux États de ne pas soumettre plusieurs demandes, tout du moins pour la même agence de mise en œuvre. Jusqu’à aujourd’hui, les demandes multiples ont été acceptées lorsqu’elles concernaient différentes agences de mise en œuvre. Dans le même temps, le Secrétariat doit régulièrement faire face aux défis posés par la clôture des projets du fait des délais de leur mise en œuvre à l’échelle nationale ; on pourrait citer le cas particulier d’un État n’ayant pas pu clôturer un projet avant plusieurs années, mais qui a tout de même soumis d’autres demandes d’assistance devant être mises en œuvre par d’autres agences de mise en œuvre. Dans des cas tels que ceux-ci, la conformité au critère A.7 concernant les nouvelles demandes pourrait être remise en question. En tenant compte du risque financier pour la mise en œuvre du Fonds du patrimoine culturel immatériel, le Bureau pourrait trouver approprié d’évaluer les demandes soumises par le même pays seulement une fois que toutes les demandes en cours ont été achevées.
2. Il faut également prendre en considération le besoin de respecter le principe de distribution géographique équitable au sens du paragraphe 10 des Directives opérationnelles concernant les critères d’admissibilité et de sélection des demandes d’assistance internationale. Bien que la situation ne soit pas actuellement alarmante, les demandes multiples d’assistance internationale pourraient entraver ce principe sur le long terme si cette tendance se poursuit. En d’autres termes, il se peut qu’il n’y ait plus assez de fonds pour aider toutes les régions à sauvegarder leur patrimoine culturel immatériel à l’avenir. De même, l’absence d’une limite de montant des demandes d’assistance internationale que le Comité peut avoir à examiner signifie que plusieurs demandes d’un montant significatif sont suffisantes pour épuiser le Fonds du patrimoine culturel immatériel. Sachant que ce type de demande a déjà été reçue (voir paragraphe 7), cette possibilité n’est plus si théorique.
3. Les Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Convention n’incluent actuellement aucune indication concernant le nombre de dossiers pouvant être soumis simultanément par le même État partie ou le montant cumulé d’assistance qu’un pays peut recevoir sur une période déterminée. Nonobstant la souveraineté de chaque État quant à la soumission de demandes d’assistance internationale, le Bureau peut considérer qu’il est approprié de recommander que le Comité, à l’occasion de sa treizième session en novembre/décembre 2018, établisse une limite du montant total d’assistance internationale qu’un pays peut demander au Bureau au cours d’une année civile. Un tel changement nécessiterait une révisions des Directives opérationnelles de la Convention. Ce point de l’ordre du jour pourrait être présenté pour examen par la huitième session de l’Assemblée générale en 2020 et, afin de s’y préparer, le Comité pourrait prévoir de l’évoquer à l’occasion de sa treizième session, voire à l’occasion de sa quatorzième session si nécessaire. Étant donné la nature de ces demandes et le montant relativement faible des demandes reçues, le Bureau peut également considérer qu’il est approprié de ne pas fixer de limites aux demandes d’assistance internationale d’urgence.
4. Le Bureau du Comité intergouvernemental souhaitera peut-être adopter la décision suivante :

PROJET DE DÉCISION 13.COM 2.BUR 7

Le Bureau,

1. Ayant examiné le document ITH/18/13.COM 2.BUR/7,
2. Rappelant les articles 22 et 23 de la Convention ainsi que le chapitre I.4 des Directives opérationnelles concernant les critères d’admissibilité et de sélection des demandes d’assistance internationale,
3. Prend note de l’analyse concernant la tendance émergente de demandes multiples d’assistance internationale soumises par un seul et même pays ;
4. Demande au Secrétariat d’inscrire un point à l’ordre du jour de la treizième session du Comité visant à débattre du nombre et du montant des demandes d’assistance accordées à un seul pays à un moment donné, afin d’examiner, à l’occasion de sa quatorzième session si nécessaire, d’éventuelles révisions des Directives opérationnelles permettant de limiter le montant de l’assistance internationale du Fonds du patrimoine culturel immatériel, qui peut être accordée par le Bureau.

**ANNEXE**

| **Pays** | **Nombre de demandes** | **Montant total en dollars des États-Unis** |
| --- | --- | --- |
| **ALBANIE** | **5** | **430 560** |
| 2010 | 1 | 24 500 |
| 2013 | 1 | 24 800 |
| 2014 | 1 | 158 200 |
| 2018 | 2 | 223 060 |
| **ARGENTINE** | **2** | **49 100** |
| 2012 | 2 | 49 100 |
| **ARMÉNIE** | **3** | **431 422** |
| 2013 | 2 | 259 150 |
| 2014 | 1 | 172 272 |
| **BIÉLORUSSIE** | **1** | **133 600** |
| 2010 | 1 | 133 600 |
| **BÉNIN** | **1** |  |
| 2012 | 1 |  |
| **BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)** | **2** | **105 500** |
| 2008 | 1 | 7 500 |
| 2011 | 1 | 98 000 |
| **BOTSWANA** | **2** | **93 261** |
| 2015 | 2 | 93 261 |
| **BURKINA FASO** | **3** | **654 830** |
| 2012 | 1 | 262 080 |
| 2013 | 1 | 24 925 |
| 2019 | 1 | 367 825 |
| **BURUNDI** | **1** | **89 467** |
| 2017 | 1 | 89 467 |
| **CAMBODGE** | **5** | **338 970** |
| 2011 | 3 | 75 000 |
| 2012 | 1 | 25 000 |
| 2016 | 1 | 238 970 |
| **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE** | **1** | **170 000** |
| 2012 | 1 | 170 000 |
| **TCHAD** | **1** | **84 709** |
| 2017 | 1 | 84 709 |
| **COLOMBIE** | **5** | **768 361** |
| 2012 | 1 | 120 000 |
| 2015 | 1 | 25 000 |
| 2016 | 1 | 424 011 |
| 2018 | 2 | 199 350 |
| **CÔTE D’IVOIRE** | **4** | **335 805** |
| 2008 | 2 | 11 000 |
| 2014 | 2 | 324 805 |
| **CUBA** | **1** | **65 744** |
| 2015 | 1 | 65 744 |
| **DJIBOUTI** | **1** | **25 000** |
| 2010 | 1 | 25 000 |
| **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** | **3** | **88 443** |
| 2008 | 1 | 7 500 |
| 2010 | 1 | 24 348 |
| 2011 | 1 | 56 595 |
| **RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE** | **2** | **237 218** |
| 2015 | 1 | 139 218 |
| 2018 | 1 | 98 000 |
| **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** | **2** | **103 000** |
| 2010 | 1 | 13 000 |
| 2017 | 1 | 90 000 |
| **ÉQUATEUR** | **2** | **62 300** |
| 2008 | 1 | 6 000 |
| 2017 | 1 | 56 300 |
| **ÉGYPTE** | **3** | **330 000** |
| 2009 | 1 | 5 000 |
| 2013 | 1 | 25 000 |
| 2014 | 1 | 300 000 |
| **EL SALVADOR** | **1** | **24 995** |
| 2016 | 1 | 24 995 |
| **ÉRYTHRÉE** | **1** | **25 600** |
| 2013 | 1 | 25 600 |
| **ÉTHIOPIE** | **1** | **5 000** |
| 2008 | 1 | 5 000 |
| **FIDJI** | **2** | **49 997** |
| 2010 | 1 | 24 997 |
| 2014 | 1 | 25 000 |
| **FRANCE** | **1** |  |
| 2011 | 1 |  |
| **GABON** | **1** | **24 560** |
| 2013 | 1 | 24 560 |
| **GÉORGIE** | **1** | **18 210** |
| 2014 | 1 | 18 210 |
| **GRENADE** | **1** | **25 000** |
| 2016 | 1 | 25 000 |
| **GUATEMALA** | **4** | **105 785** |
| 2009 | 1 | 8 000 |
| 2012 | 1 | 48 828 |
| 2014 | 1 | 24 000 |
| 2015 | 1 | 24 957 |
| **GUINÉE** | **1** | **5 000** |
| 2010 | 1 | 5 000 |
| **HAÏTI** | **1** | **98 970** |
| 2018 | 1 | 98 970 |
| **HONDURAS** | **3** | **30 000** |
| 2011 | 3 | 30 000 |
| **INDE** | **1** |  |
| 2015 | 1 |  |
| **JORDANIE** | **1** | **10 000** |
| 2018 | 1 | 10 000 |
| **KENYA** | **15** | **1 706 228** |
| 2008 | 1 | 6 000 |
| 2009 | 1 | 126 580 |
| 2011 | 4 | 56 589 |
| 2013 | 4 | 929 515 |
| 2014 | 2 | 25 000 |
| 2015 | 2 | 462 544 |
| 2018 | 1 | 100 000 |
| **KIRGHIZISTAN** | **1** | **99 950** |
| 2017 | 1 | 99 950 |
| **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO** | **1** | **99 899** |
| 2018 | 1 | 99 899 |
| **LETTONIE** | **1** | **6 000** |
| 2008 | 1 | 6 000 |
| **LESOTHO** | **2** | **49 998** |
| 2011 | 1 | 25 000 |
| 2014 | 1 | 24 998 |
| **MADAGASCAR** | **1** | **198 619** |
| 2012 | 1 | 198 619 |
| **MALAWI** | **6** | **851 364** |
| 2011 | 2 | 49 947 |
| 2012 | 1 | 225 650 |
| 2015 | 2 | 188 533 |
| 2019 | 1 | 387 234 |
| **MALI** | **3** | **339 807** |
| 2009 | 2 | 32 500 |
| 2013 | 1 | 307 307 |
| **MAURITANIE** | **3** | **113 900** |
| 2009 | 2 | 19 600 |
| 2017 | 1 | 94 300 |
| **MAURICE** | **2** | **85 468** |
| 2009 | 2 | 85 468 |
| **MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)** | **1** | **23 117** |
| 2016 | 1 | 23 117 |
| **MONGOLIE** | **9** | **537 401** |
| 2008 | 3 | 12 500 |
| 2009 | 1 | 24 000 |
| 2011 | 1 | 107 000 |
| 2013 | 1 | 24 900 |
| 2018 | 2 | 197 266 |
| 2019 | 1 | 171 735 |
| **MAROC** | **2** | **84 540** |
| 2014 | 1 | 14 100 |
| 2016 | 1 | 70 440 |
| **MOZAMBIQUE** | **1** | **30 000** |
| 2017 | 1 | 30 000 |
| **NAMIBIE** | **3** | **135 000** |
| 2011 | 1 | 25 000 |
| 2017 | 2 | 110 000 |
| **NICARAGUA** | **1** | **9 695** |
| 2009 | 1 | 9 695 |
| **NIGER** | **2** | **535 724** |
| 2017 | 1 | 257 829 |
| 2018 | 1 | 277 895 |
| **NIGÉRIA** | **5** | **299 800** |
| 2011 | 1 | 24 800 |
| 2012 | 1 | 95 000 |
| 2014 | 1 | 95 000 |
| 2018 | 2 | 85 000 |
| **PAKISTAN** | **2** | **138 590** |
| 2011 | 2 | 138 590 |
| **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE** | **2** | **38 850** |
| 2010 | 1 | 15 000 |
| 2015 | 1 | 23 850 |
| **PÉROU** | **4** | **368 390** |
| 2013 | 4 | 368 390 |
| **PHILIPPINES** | **1** | **7 393** |
| 2015 | 1 | 7 393 |
| **POLOGNE** | **1** |  |
| 2016 | 1 |  |
| **SAINT-KITTS-ET-NEVIS** | **1** | **60 500** |
| 2017 | 1 | 60 500 |
| **SÉNÉGAL** | **3** | **202 692** |
| 2011 | 1 | 80 789 |
| 2012 | 1 | 22 014 |
| 2017 | 1 | 99 889 |
| **SEYCHELLES** | **2** | **99 862** |
| 2009 | 1 | 9 862 |
| 2015 | 1 | 90 000 |
| **SRI LANKA** | **1** | **5 258 025** |
| 2013 | 1 | 5 258 025 |
| **SOUDAN** | **3** | **386 647** |
| 2009 | 1 | 12 167 |
| 2012 | 1 | 200 000 |
| 2014 | 1 | 174 480 |
| **SWAZILAND** | **1** | **54 028** |
| 2018 | 1 | 54 028 |
| **RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE** | **3** | **51 175** |
| 2010 | 1 | 25 000 |
| 2011 | 2 | 26 175 |
| **TADJIKISTAN** | **1** | **44 500** |
| 2017 | 1 | 44 500 |
| **TOGO** | **3** | **149 610** |
| 2009 | 1 | 24 770 |
| 2012 | 1 | 24 950 |
| 2017 | 1 | 99 890 |
| **TONGA** | **1** | **85 912** |
| 2017 | 1 | 85 912 |
| **OUGANDA** | **10** | **849 299** |
| 2010 | 1 | 46 617 |
| 2011 | 2 | 224 570 |
| 2012 | 1 | 10 000 |
| 2013 | 1 | 24 990 |
| 2016 | 2 | 329 792 |
| 2017 | 1 | 65 000 |
| 2018 | 2 | 148 330 |
| **UKRAINE** | **2** | **33 500** |
| 2008 | 1 | 5 000 |
| 2017 | 1 | 28 500 |
| **RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE** | **1** | **25 000** |
| 2014 | 1 | 25 000 |
| **URUGUAY** | **3** | **339 153** |
| 2010 | 1 | 25 000 |
| 2011 | 1 | 186 875 |
| 2012 | 1 | 127 278 |
| **VANUATU** | **1** | **23 908** |
| 2015 | 1 | 23 908 |
| **VIET NAM** | **5** | **85 981** |
| 2008 | 1 | 6 000 |
| 2009 | 1 | 6 000 |
| 2010 | 3 | 73 981 |
| **YÉMEN** | **1** | **77 760** |
| 2017 | 1 | 77 760 |
| **ZAMBIE** | **13** | **766 722** |
| 2011 | 1 | 25 000 |
| 2012 | 1 | 24 000 |
| 2013 | 1 | 110 000 |
| 2015 | 7 | 174 852 |
| 2017 | 3 | 432 870 |
| **ZIMBABWE** | **12** | **861 033** |
| 2010 | 3 | 62 000 |
| 2011 | 1 | 22 622 |
| 2015 | 1 | 94 725 |
| 2016 | 4 | 397 693 |
| 2017 | 3 | 283 993 |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **206** | **20 235 447** |

1. . Y compris les demandes d’urgence. [↑](#footnote-ref-1)
2. . Cette somme ne prend pas en compte les demandes pouvant être approuvées par le 13.COM 2 BUR. [↑](#footnote-ref-2)